

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayeur
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 20 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE+NAGEL

RD 1079 - Lieu-dit Buchet
01380 BAGE-DOMMARTIN

Références : 20251118-RAP-S52
Code AIOT : 0006114323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté RD 1079 - Lieu-dit Buchet - 01380 BAGE-DOMMARTIN.

L'inspection a été annoncée le 11/09/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite d'inspection fait suite à la visite d'inspection inopinée sur la thématique « exercice Plan d'Opération Interne (POI) » du 10 juin 2024. Une vérification de l'intégration des données du plan de défense incendie dans le POI a été menée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE+NAGEL
- RD 1079 - Lieu-dit Buchet - 01380 BAGE-DOMMARTIN
- Code AIOT : 0006114323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Kuehne et Nagel exploite l'entrepôt de BAGE-DOMMARTIN depuis 2017 pour le compte de la société Carrefour. L'établissement a été construit en 2016.

L'inspection a constaté un renouvellement quasi-complet de l'équipe d'encadrement sur cette année 2025 avec une latence dans la prise de poste car certains postes ont été libérés au 3ème trimestre 2024.

Thèmes de l'inspection : Plans d'urgence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
8	PDI – Formation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	Demande d'action corrective	3 mois
9	PDI – Documents graphiques et plans	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
10	PDI – Système automatique d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	Demande d'action corrective	3 mois
12	PDI – Communication aux services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	Avec suites, Lettre de suites
2	Fiches scénarii	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Protection des personnes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective
4	Information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective
5	Coordination avec les secours	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective
6	Mesures d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective
7	PDI – Organisation, schémas d'alerte, accueil du SDIS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	/
11	PDI – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	/
13	PDI – Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées suite à la visite d'inspection du 10 juin 2024 ont toutes été prises en compte par l'exploitant.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant s'est investi sur le sujet de la situation de crise : l'équipe de direction a été formée sur le POI, un nouvel exercice a eu lieu le 17 juin 2025, une seconde formation de consolidation est prévue fin 2025. L'exploitant a également prévu de travailler sur l'astreinte de direction pendant les périodes nuit et week-end.

L'exploitant doit clarifier et compléter certaines informations attendues dans le plan de défense incendie (intégration dans le POI) et le communiquer aux services d'incendie et de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites• date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>...</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite, il a été constaté qu'il manquait les mentions de dangers dans l'état des matières stockées ; l'outil de l'exploitant était en cours de modification sur ce sujet.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été présenté l'état des stocks du jour (réception tous les matins). Le taux d'occupation était de 70-75 % dans l'entrepôt. Les quantités stockées sont conformes aux seuils autorisés. Une cartographie avec les mentions de dangers par cellule a été présentée.</p> <p>Une rubrique de la nomenclature des installations classées nommée « 8.1 » a été constatée pour certains produits, cette rubrique n'existe pas. Cette anomalie doit être corrigée.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas d'autre remarque à formuler.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiches scénarii

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

<p>Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 [...]</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection précédente, il a été constaté que les fiches scénario numérotées 2 et 5 ne comportent pas la mention des portes coupe-feu entre les cellules. L'inspection des installations classées a constaté la mise à jour des fiches avec cette mention lors de la présente visite d'inspection. Ce point est dorénavant conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection des personnes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024
<p>Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 [...]</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; [...]</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite d'inspection, Il a été constaté qu'il n'y avait pas d'appel des chauffeurs lors de l'évacuation du site. L'inspection des installations classées a constaté lors de la présente visite d'inspection que la fiche scénario du gardien a été définie plus précisément et comprend désormais l'appel des chauffeurs, l'ouverture des accès aux services de secours et la fermeture de la vanne martellière. Lors de l'exercice POI réalisé le 17 juin 2025, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des chauffeurs a été évacué. Ce point est dorénavant conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>[...]</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection précédente, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait pas les bonnes coordonnées pour contacter la préfecture.</p> <p>Il a été constaté la mise à jour des coordonnées téléphoniques de la préfecture lors de la présente visite d'inspection.</p> <p>Ce point est dorénavant conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Coordination avec les secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>[...]</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la précédente visite que :</p> <ol style="list-style-type: none">1. l'organisation pour les équipiers de seconde intervention (ESI) n'était pas la plus efficiente. Ils devaient venir au point de rassemblement et attendre l'appel avant d'intervenir sur le site. Par ailleurs, ils n'avaient pas la connaissance précise du point de départ de l'incendie ;

2. les ESI n'avaient pas de moyens de communication ;
3. le réseau de communication était sensible. Les téléphones portables ne captent pas sur le site. Les téléphones internes à la société sont reliés au réseau du site qui est alimenté par l'électricité (indisponible en cas de sinistre) ;
4. certaines portes de quai étaient restées ouvertes ;
5. une information tardive des services de secours.

L'exploitant a présenté la nouvelle organisation lors de la présente visite d'inspection :

1. les ESI ont désormais comme consigne de se rendre au poste de garde pour avoir les consignes et récupérer leurs équipements s'ils n'ont pas agi directement sur le sinistre ;
2. les ESI sont désormais équipés d'un téléphone et d'un talkie-walkie ;
3. la société a dédié un réseau de téléphonie en cas de crise ;
4. la vérification de la fermeture effective des portes de quai est désormais incluse dans les actions à réaliser dans la fiche guide-file/serre-file.

Lors de l'exercice du 17 juin 2025, l'ensemble de ces points a été testé et fonctionne.

L'exploitant a constaté que la communication via talkie-walkie peut s'avérer compliquée malgré l'achat d'appareils performants. L'exploitant n'a pas trouvé, à ce jour de solution efficace pour la communication sur le site si les utilités du site sont perdues (le réseau de téléphonie mobile classique ne fonctionne pas).

Une vigilance de la part de l'exploitant est attendue sur ce point et notamment si de nouvelles solutions techniques émergent.

L'inspection des installations classées n'a pas d'autres remarque sur ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2024

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021

[...]

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

[...]

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, il a été constaté que la personne identifiée pour la fermeture de la vanne martellière n'était pas clairement identifiée et pas forcément la plus opportune pour effectuer cette opération.

L'exploitant a nouvellement attribué cette action au gardien.

Ce point est dorénavant conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PDI – Organisation, schémas d'alerte, accueil du SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe (3.1. Accessibilité au site, 3.2. Voie " engins ", 3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens, 3.3.2. Aires de stationnement des engins, 3.4. Accès aux issues et quais de déchargement, 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours) »
<p>Constats :</p> <p>L'accueil des secours est bien identifié dans le POI.</p> <p>Ce point est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PDI – Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI (PDI inclus dans le POI) n'est pas complet sur ce sujet. L'exploitant prévoit de le compléter sous 3 mois.</p> <p>Ce point n'est pas conforme.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant complète son POI sur la justification des compétences de son personnel sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 9 : PDI – Documents graphiques et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; • les plans et documents prévus aux points 1.6.1 (1.6.1. Plan des réseaux) et 3.5 (Documents à disposition des services d'incendie et de secours) de la présente annexe ; • le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). • les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; • des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; • le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; • la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; • la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15 (Installations électriques et équipements métalliques), lorsqu'ils existent ;
<p>Constats :</p> <p>Le POI (PDI inclus dans le POI) n'est pas complet sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • documents à disposition des services d'incendie et de secours ; • les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; • des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant complète ses documents graphiques et plans de son POI avec les éléments mentionnés supra sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 10 : PDI – Système automatique d’extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : « [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] » <ul style="list-style-type: none">la description du fonctionnement opérationnel du système d’extinction automatique, s’il existe, et le cas échéant l’attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;s’il existe, les éléments de démonstration de l’efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;les mesures particulières prévues au point 22 (Indisponibilité temporaire du système d’extinction automatique d’incendie – Maintenance). [...] »
Constats : Le POI (PDI inclus dans le POI) n’est pas complet sur le point suivant : les éléments de démonstration de l’efficacité du dispositif (sprinklage) visé au point 28.1 de la présente annexe (point pour les huiles à adapter).
Demande de l’inspection des installations classées : L’exploitant complète son POI, sous un délai maximal de 3 mois, avec les éléments de démonstration de l’efficacité du sprinklage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d’action corrective
Délai : 3 mois

N° 11 : PDI – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : « Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d’incendie et de secours et de l’inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d’en découler. »
Constats : Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PDI – Communication aux services d’incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d’incendie et de secours.
Constats : L’exploitant n’a pas transmis son POI (PDI inclus dans le POI) aux services d’incendie et de secours.
Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat : L’exploitant transmet son POI mis à jour aux services d’incendie et de secours sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 13 : PDI – Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – 23
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.</p> <p>Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec l'APAVE.</p> <p>Ce point est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite